



Validé par CNS du 01/07/2022	OS 2.1.2 : Recherche et innovation aquacoles	Priorité 2
Version 1 – Juillet 2022		FEAMPA
Appels à projet d'ampleur nationale Guichet Bretagne		2021-2027

Table des matières

1 Références règlementaires.....	2
1.1 Références du règlement FEAMPA.....	2
1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)	2
2 Objectif spécifique et types d'actions	2
2.1. Objectif spécifique	2
2.2. Type d'action (TA)	2
3 Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations	3
3.1 Éligibilité géographique	3
3.2. Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires.....	3
3.3. Conditions d'éligibilité portant sur les projets	3
4 Critères de sélection	4
4.1. Critères de sélection portant sur la conduite du projet :	4
4.2. Critères de sélection portant sur la nature du projet :	4
5 Modalités de financement	5
5.1. Modalités générales.....	5
5.2. Intensité d'aide publique	5
5.3. Taux de contribution	6
5.4. Montant de l'aide publique	6
6 Indicateurs	6
7 Pilotage du type d'action.....	6
8 Annexes.....	7
Annexe 1 : Technology Readiness Level.....	7
Annexe 2 : Conditions de reconnaissance et liste des organismes techniques et scientifiques au titre de l'article 26 du FEAMPA	7
Annexe 3 : Exemple de grille de notation :	10

1 Références réglementaires

1.1 Références du règlement FEAMPA

Article 26 :

1.a) Le soutien relevant du présent chapitre couvre les interventions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la PCP énoncés à l'article 2 du règlement (UE) no 1380/2013, en poursuivant les objectifs spécifiques suivants : a) la promotion des activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental.

Article 27 : Aux fins de la réalisation de l'objectif spécifique visé à l'article 26, paragraphe 1, point a), du présent règlement concernant la promotion des activités aquacoles, le soutien est cohérent avec les plans stratégiques nationaux pluriannuels pour le développement de l'aquaculture visés à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1380/2013.

1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement délégué (UE) 2015/1516 de la commission fixant un taux forfaitaire sur les recettes générées pour les opérations financées par les fonds structurels dans le secteur de la recherche, du développement et de l'innovation.

Règlement (UE) n° 1380/2013 du 11/12/13 relatif à la politique commune de la pêche

Règlement (UE) n° 1379/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture

2 Objectif spécifique et types d'actions

2.1 Objectif spécifique

L'Objectif Spécifique 2.1 contribuera à la mise en œuvre du Plan Aquaculture d'Avenir (PAA) et des objectifs de l'Union Européenne en termes de développement d'une aquaculture durable (loi européenne sur le climat, Pacte vert et stratégie *Farm to Fork*). Il permettra de soutenir les actions prévues dans le PAA. La collecte de données relevant de la DCF est traitée via l'OS 1.4.

Les actions soutenues doivent permettre d'améliorer le maintien et le développement des activités aquacoles, via notamment la planification spatiale, promouvoir la recherche et l'innovation, la mise en réseau, soutenir le développement du secteur et l'augmentation des productions conchylicole, piscicole, algicole et biologique, améliorer et garantir un haut niveau de performance économique, sanitaire et environnementale des entreprises, améliorer la prévention, la gestion des risques sanitaires, zoosanitaires, climatiques et environnementaux, l'accompagnement économique des entreprises en cas d'aléa et le bien-être animal.

2.2 Type d'action (TA)

Ce document concerne le guichet national du TA « Recherche et innovation » de l'OS 2.1.

Ce TA fonctionnera par appels à projets. Ce document présente les conditions générales de sa mise en œuvre. Des conditions particulières pourront être définies dans le cahier des charges des appels à projets.

3 Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

3.1 Eligibilité géographique

Ce type d'action est ouvert sur tout le territoire national (la métropole y compris les régions continentales et les régions ultrapériphériques)

3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles au TA « Recherche et innovation » sont les suivants :

- Les entreprises dont l'activité est liée à l'aquaculture ainsi que les personnes morales ou physiques exerçant une activité de production aquacole (marine ou continentale), quelle que soit leur activité principale déclarée ;
- Les organisations représentatives de la production aquacole, tant nationales que locales ;
- Les organismes scientifiques ou techniques (cf. annexe 2) ;
- Les organismes de formation intervenant dans le champ de l'aquaculture ;
- Les exploitations aquacoles et outils à caractère aquacole et pédagogique des centres de formation aquacole ;
- Les établissements publics ayant des missions d'appui aux politiques publiques pour la protection et la gestion durable des milieux aquatiques ;
- Les centres techniques (cf. annexe 2) ;
- Les fournisseurs de biens et de service aux entreprises aquacoles ;
- Tout autre organisme ou entreprise dont la participation est pertinente pour le projet

3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Le TA « Recherche et innovation » permettra de promouvoir des activités aquacoles durables par la recherche et l'innovation, en concourant à l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- Développer une amorce technologique pour des applications pratiques à partir de concepts éprouvés ;
- Encourager l'introduction de connaissances et d'innovations tant techniques qu'organisationnelles dans les entreprises d'aquaculture ;
- Développer le transfert des savoirs et des résultats de la recherche et de l'innovation vers les professionnels ;
- Tester et valider les innovations dans les conditions particulières à chaque filière d'aquaculture en vue de leur extension et de leur diffusion.

En cohérence avec le Plan Aquacultures d'Avenir, les projets soutenus devront permettre de répondre aux différents enjeux des filières aquacoles, notamment (liste non exhaustive) :

- La diminution de l'empreinte environnementale des activités
- L'amélioration de la qualité des produits
- Le développement de nouveaux modes de production adaptés aux enjeux climatiques et/ou favorisant la santé et/ou le bien-être animal
- La production de nouvelles espèces
- L'amélioration des réponses et capacité de résilience des entreprises face aux aléas (ex. sanitaire, zoosanitaire, prédation)
- Des études et recherches innovantes et partagées collectivement
- L'amélioration des réponses et capacité de résilience des entreprises face aux aléas (ex. sanitaire, zoosanitaire, prédation)
- Le développement de l'innovation produit
- Le développement de l'innovation dans les processus

Ces opérations doivent être innovantes ou novatrices pour une ou plusieurs filières de l'aquaculture par rapport aux procédés de production, aux techniques et organisations existants. Elles doivent se situer en fin de cycle innovation et viser une mise sur le marché ou une utilisation dans les 3 ans après la fin du projet. Ce dernier doit ainsi revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s'inscrire à partir du **niveau 4** de l'échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL (Technology Readiness Level) (cf. annexe 1). Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l'échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe sur les niveaux éligibles. Les projets qui seraient uniquement dédiés à de l'acquisition de connaissance sans objectif de développement d'un nouveau produit, procédé, technologie ou organisation ne pourraient être considérés comme des projets innovants au titre de cette mesure.

La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à **3 ans**. Dans certains cas particuliers, les cahiers des charges des appels à projets pourront prévoir une durée allant jusqu'à 4 ans.

Les opérations financées au titre de ce type d'action doivent être menées en collaboration a minima avec :

- Un acteur professionnel (opérateur de la filière aquacole)
- Un organisme scientifique ou technique (sauf si indication contraire dans un appel à projet) La collaboration est définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les différents partenaires du projet.

Les projets relèvent de ce guichet national dans les cas de figure suivants :

- Le projet est porté par un chef de file de niveau national, y compris les établissements territorialisés de ces structures nationales, quel que soit le partenariat

OU

- Le projet est localisé dans une région continentale ou porté par un chef de file situé dans une région continentale

OU

- Le projet implique un consortium (le chef de file et ses partenaires) implantés dans au moins deux régions.

4 Critères de sélection

Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, au moyen de critères de sélection portant à la fois sur la conduite et la nature des projets. Les critères de sélections sont les suivants :

4.1 Critères de sélection portant sur la conduite du projet :

- Qualité du partenariat - Cohérence du projet

4.2 Critères de sélection portant sur la nature du projet :

- Pertinence et étendue de l'innovation proposée
- Retombées prévisionnelles du projet pour la filière
- Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable

La notation des projets sera effectuée au moyen de grilles de notation, qui seront élaborées dans le cadre des appels à projets. A titre d'information, un exemple de grille pondérée figure en annexe 3.

5 Modalités de financement

5.1 Modalités générales

Les dépenses éligibles entrant dans le calcul de l'assiette éligible de l'opération sont les suivantes :

- Dépenses d'investissement matériel (infrastructures exclues) : équipements, instruments, prototypes, consommables directement liés à l'opération. Les coûts des instruments et du matériel sont éligibles dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls sont éligibles les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis. Il est rappelé que, conformément au décret d'éligibilité, *“les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative”* ;
- Prestation de service (études, formation, expertise, etc...) sur une base réelle ;
- Les frais de communication et de diffusion des résultats du projet auprès des acteurs de la filière aquacole sur une base réelle ;
- Les coûts de location des bâtiments ou structures dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet, sur une base réelle ;
- Les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement aux fins du projet sur une base réelle ;
- Frais de personnel directement liés à l'opération ;
- Frais indirects, sur une base de 15% des frais de personnel directs éligibles ;
- Frais de mission (frais de déplacement, de restauration et de logement directement liés à l'opération) sur une base de 6.3% des frais de personnel directs éligibles.

Dépenses non éligibles :

- Dépenses mentionnées à l'article 13 du règlement FEAMPA ou dans le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027
- L'acquisition de terrains et de biens immeubles
- La construction de bâtiment
- L'acquisition de véhicules d'exploitation routière (voiture, camion, fourgonnette...)
- Les coûts d'amortissement du matériel au-delà de la durée du projet (cas du matériel qui n'est pas utilisé pendant toute sa durée de vie dans le cadre du projet)
- Le matériel acquis en leasing, crédit-bail et assimilés

Au-delà de ces modalités générales, des dispositions particulières pourront être précisées dans le cahier des charges des appels à projets.

5.2 Intensité d'aide publique

- 80 % du montant des dépenses éligibles si l'opération remplit l'ensemble des critères suivants :
 - Etre d'intérêt collectif,
 - Avoir un bénéficiaire collectif,
 - Présenter des caractéristiques innovantes.
- 75 % du montant des dépenses éligibles si l'opération ne répond pas aux critères précédents (cf. ligne 18 de l'annexe III du Règlement FEAMPA « *opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation* »).

5.3 Taux de contribution

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70 % des dépenses publiques éligibles. Les 30% restants sont les « contreparties publiques ».

5.4 Montant de l'aide publique

Des planchers et plafonds d'aide publique pourront être définis dans le cahier des charges des appels à projets.

6 Indicateurs

L'indicateur de résultat correspondant au TA « recherche et innovation » est le suivant :

- CR 14 - Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)

7 Pilotage du type d'action

Pilote de la mesure innovation : Région Bretagne (tel que décidé dans le cadre de gestion du guichet national innovation)

Service instructeur : Région Bretagne

8 Annexes

Annexe 1 : Technology Readiness Level

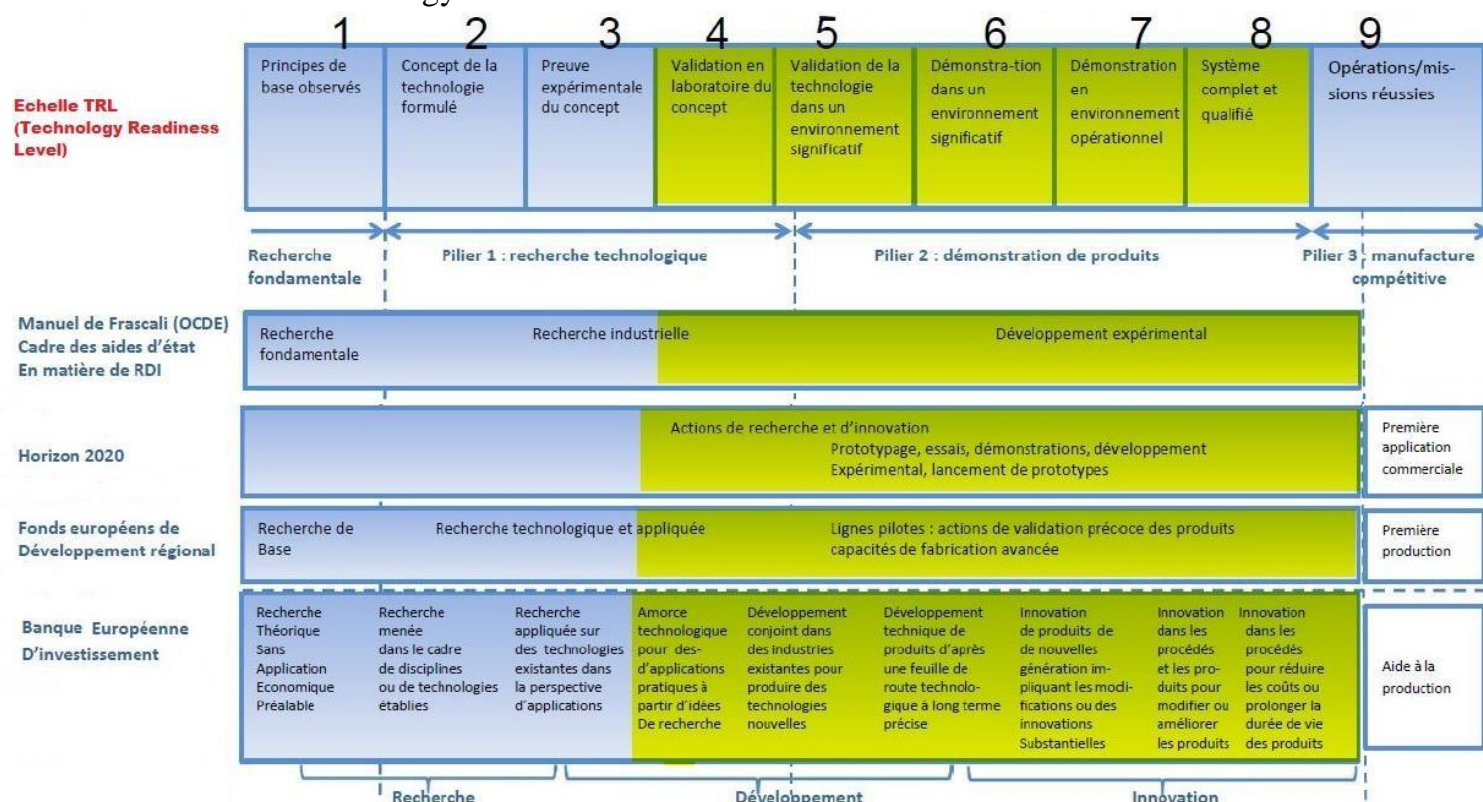


Figure 1. TRL Niveau d'innovation finançable par le FEAMPA (vert)

Annexe 2 : Conditions de reconnaissance et liste des organismes techniques et scientifiques au titre de l'article 26 du FEAMPA.

Sont reconnus par l'Etat comme organismes scientifiques ou techniques au titre de l'article 26 du FEAMPA les organismes qui respectent les conditions suivantes :

Ces organismes doivent :

Soit

A. Être des établissements relevant des catégories suivantes :

- Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)
- Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ayant une activité dans le domaine scientifique ou technique pouvant concerner l'aquaculture
- Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d'ingénieur)
- Etablissements publics à caractère administratif (EPA) exerçant notamment des activités de recherche pouvant concerner l'aquaculture

Soit

B. Être reconnus officiellement par les pouvoirs publics (ex. le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) par l'obtention de l'un des différents labels suivants :

- a) La qualification nationale d'ITA (Institut technique aquicole) ou d'ITAI (Institut Technique Agro-industriel) par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

- b) Le label C.R.T (Centre de Ressources Technologiques)
- c) Le label d'Institut Carnot
- d) Cellule de diffusion technologique (CDT)
- e) Plate-forme technologique (PFT)

Soit

C. Avoir pour objet statutaire une mission relevant de l'intérêt général ou collectif dans l'un au moins des domaines suivants :

- a) Soit dans les domaines techniques ou scientifiques
- b) Soit dans le transfert technologique ou d'innovation
- c) Soit dans l'application des résultats de la recherche publique au monde professionnel

Et

Compter dans leur conseil d'administration ou dans leur conseil scientifique un ou plusieurs représentants :

- a) De l'Etat, des régions et/ou des départements
- b) Ou d'établissements visés au A

Ces critères, qui conduisent à l'établissement de la liste d'organismes techniques ou scientifiques présentée en page suivante, pourront être complétés par l'autorité de gestion notamment par demande motivée du service instructeur.

Liste non exhaustive des organismes de recherche et instituts techniques :

Organismes de recherche, établissement d'enseignement et de recherche :

- **CIRAD** Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (EPIC)
- **IFREMER** Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (EPIC)
- **INRAE** Institut national de la recherche agronomique (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST)
- **Institut Pasteur**
- **I.R.D.** Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM) (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST)
- **IRSTEA** Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST)
- **M.N.H.N** Muséum national d'histoire naturelle (établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel)
- **Agro Campus Ouest** (établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel)
- **ANSES Agence** nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (**Etablissement public à caractère administratif**)
- **CNRS** Centre national de la recherche scientifique (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST)
- **CEREMA** centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement la mobilité et l'aménagement (**Etablissement public à caractère administratif**)
- **Les Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d'ingénieur) recensés sur le site du MENESR :**

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid49705/etablissements-enseignementsuperieur-recherche.html>

-

Instituts techniques :

- **ITAVI** institut technique de l'aviculture (qualification institut technique agricole, ITA)
- **SYSAAF** syndicat des sélectionneurs avicoles aquacoles français (par délégation des missions de gestion des ressources génétiques de l'ITAVI)
- **ITAB** Institut technique agriculture biologique (qualification institut technique agricole, ITA)
 - **SMEL** synergie mer et littoral
- **SMIDAP** syndicat mixte pour le développement de l'aquaculture et de la pêche
- **CAPENA**
- **CEPRALMAR** centre d'étude et de promotion des activités lagunaires et maritimes
- **CEVA** Centre d'étude et de valorisation des algues (institut technique agro industriel ITAI)
- **AGLIA** Association du Grand Littoral Atlantique
-

Annexe 3 : Exemple de grille de notation :

Critères de sélection	Eléments analysés	Méthode d'analyse	Notes Possibles	Maxi
Qualité du partenariat	Qualité du consortium et capacité à conduire le projet (références, compétences et robustesse économique du partenariat)	Les références, compétences et robustesse économique du partenariat sont trop limitées par rapport aux exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	0	10
		Les références, compétences et robustesse économique du partenariat couvrent partiellement les exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	5	
		Les références, compétences et robustesse économique du partenariat couvrent l'ensemble des exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	10	
	Niveau d'implication des partenaires dans le projet	Un ou plusieurs partenaires ont une implication faible dans le projet ou mettent à disposition des moyens insuffisants	0	10
		Un ou plusieurs partenaires ont une implication moyenne dans le projet ou mettent à disposition des moyens limités	5	
		L'ensemble des partenaires sont impliqués concrètement dans le projet et les moyens mis à disposition sont satisfaisants	10	
Cohérence du projet	(a) Association des professionnels au projet : projet à l'initiative des professionnels ; recueil de leurs besoins/attentes ; prise en compte de leurs contraintes (ex. calendrier adapté) ; association lors de la mise en œuvre du projet... (b) Pertinence des modalités de mise en œuvre du projet (adéquation entre les objectifs et la méthodologie déployée, périmètre géographique pertinent, efficacité	Démonstration insuffisante	0	10
		Oui sur un axe	5	
		Oui sur deux axes	10	

	des moyens de mise en réseau, organisation...)			
--	--	--	--	--

	Labellisation du projet par un pôle de compétitivité	Le projet n'est pas labellisé par un pôle de compétitivité	0	10
		Le projet est labellisé par un pôle de compétitivité	10	
Pertinence et étendue de l'innovation proposée	Démonstration du caractère innovant	Démonstration insuffisante	0	15
		Démonstration basée sur des critères subjectifs, sans références	5	
		Démonstration basée sur des références non scientifiques (littérature grise), ou sur une comparaison, par une structure indépendante, des innovations proposées à un état de l'art national	10	
		Démonstration basée sur un état de l'art scientifique (publications de rang A de portée internationale), ou sur une comparaison, par une structure indépendante, des innovations proposées à un état de l'art européen/international	15	
Retombées prévisionnelles du projet pour la filière	Projet visant à créer un besoin ou à répondre à un besoin de la filière	Démonstration insuffisante	0	15
		Innovation créant un besoin (innovation push), dont le succès devra être démontré et dont le marché cible / la généralisation est restreinte	4	
		Innovation créant un besoin (innovation push), dont le succès devra être démontré et dont le marché cible / la généralisation est importante	8	
		Innovation répondant à un besoin (innovation pull) et dont le marché cible / la généralisation est restreinte	12	
		Innovation répondant à un besoin (innovation pull) et dont le marché cible / la généralisation est importante	15	
	Evaluation des retombées du projet pour la filière, notamment	Démonstration insuffisantes / diffusion des résultats insuffisante ou inadaptée	0	10

	par la diffusion des résultats du projet	Les retombées du projet pour la filière sont faibles et la diffusion des résultats est faible	2	
		Les retombées du projet pour la filière sont faibles et la diffusion des résultats est importante	5	
		Les retombées du projet pour la filière sont importants et la diffusion des résultats est faible	7	
		Les retombées du projet pour la filière sont importants et la diffusion des résultats est importante	10	
Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable	Evaluation des retombées du projet sur les aspects économique, social et environnemental	Le projet ne prévoit aucune retombée sur les aspects économique, social et environnemental	0	20
		Les retombées sont faibles et limitées sur les aspects économique, social et environnemental	5	
		Les retombées sont moyennes ou concernent un seul des aspects économique, social et environnemental	10	
		Les retombées sont importantes et concernent deux des aspects économique, social et environnemental	15	
		Les retombées sont importantes et concernent les trois aspects économique, social et environnemental	20	
			TOTAL	100